

L'aventure historique de Vincent Artuso

Compte-rendu de *La collaboration au Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945)*

Vincent Artuso a soutenu en mars 2011 aux universités du Luxembourg et de Paris 1 Sorbonne une thèse de doctorat sur la « Collaboration au Grand-Duché de Luxembourg »¹ qui a fait grand bruit avant même d'avoir été publiée. Le journal *worxx* a servi à ses lecteurs les bonnes pages sous forme de feuilleton et le *Tageblatt* a interpellé le Premier ministre qui a réagi en chargeant Artuso d'une mission et en nommant une commission pour le conseiller et le surveiller.

Vincent Artuso a toutes les qualités d'un grand historien, le talent littéraire, le regard nouveau et une patience de fourmi. Il lui manque la prudence. Il peut être péremptoire et peut se tromper, quand il croit tout savoir. Il ne se contente pas du sujet déjà vaste de la collaboration, il s'attaque également à la résistance, aux conditions de vie sous l'occupation et aux crimes de guerre commis par des Luxembourgeois sans oublier les collaborateurs luxembourgeois à Paris et à Bruxelles.

Il n'a évidemment pas pu lire tout ce qui a été publié sur ces sujets depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il a fait des découvertes étonnantes, mais il trahit en même temps d'étonnantes lacunes. Quand il dit de Koch-Kent qu'il s'agit de l'auteur qui écrivit sur l'enrôlement de force, le référendum de 1941 et la résistance, on peut se demander s'il a vraiment lu les livres de l'historien anticonformiste. Et quand il désigne Leo Müller et Pierre Prüm comme deux chefs de groupuscules d'extrême-droite, partisans du Führerstaat, il n'a peut-être pas lu les articles de l'un et les discours de l'autre.

Ceci dit, pour rien au monde je ne renoncerais au plaisir de lire ou de relire Vincent Artuso. Il ne donne peut-être pas toujours les bonnes réponses, mais il pose enfin les vraies questions.



La première question concerne le 10 mai 1940, date fatidique de la mémoire collective, journée de dupes selon Artuso. « Dès les premiers jours de l'occupation, le Luxembourg eut à sa tête deux gouvernements. » Le gouvernement dirigé par Dupong était parti avec la Grande-Duchesse, dans le but de mettre à l'abri la puissance souveraine. Le deuxième gouvernement était une commission gouvernementale dirigée par Albert Wehrer et constituée par les conseillers du gouvernement. Elle a pour mission de gérer les affaires courantes en attendant le retour du gouvernement.

Ce double pouvoir pose dès le départ un problème de légitimité. Le gouvernement Dupong entend bien parler au nom du pays, il appelle au secours la France et l'Angleterre, prononce des discours bellicieux sur Radio Paris et recrute des volontaires pour une Légion luxembourgeoise. Le gouvernement Wehrer prend contact avec l'administration militaire allemande, se fait voter des pouvoirs spéciaux par la Chambre des députés et assure la puissance occupante de sa loyauté. Était-ce bien nécessaire? En avait-elle le droit? Ou s'agissait-il d'un coup de force opéré à l'ombre des chars allemands? Le gouvernement légitime était parti sans laisser d'instructions et a laissé faire Wehrer, avec lequel il est resté en

Henri Wehenkel

Vincent Artuso, *La collaboration au Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945)*. *Accommodation, Adaptation, Assimilation*, Frankfurt a.M. et al., Peter Lang, 2013 (Études luxembourgeoises; 4). ISBN 978-3-631-63256-7





Jours tranquilles à Luxembourg ? Photo prise en 1937 quelques jours avant le référendum sur la loi d'ordre dite « Maulkuerfgesetz »
(© Photothèque de la Ville de Luxembourg)

liaison par l'intermédiaire de Funck, représentant du Luxembourg à Vichy et de Plat Waller, représentant américain à Luxembourg.

Cette scission du pouvoir exécutif, ce double jeu était sans doute difficile à éviter. Très vite, le gouvernement-bis, appelé Commission administrative prend plaisir à ce jeu. Les relations avec les officiers de la Wehrmacht deviennent excellentes, de véritables relations de confiance, si l'on en juge d'après les témoignages d'après-guerre ou les rapports angoissés du SD (Sicherheitsdienst des Reichsführers-SS). On dînait ensemble, on fêtait ensemble et Wehrer proposait au Major Beck de l'Abwehr d'assister aux réunions de son pseudo-gouvernement. On n'avait pas de secrets, on était amis.

Si on lit ces récits, la Wehrmacht constituait le dernier rempart contre la barbarie nazie. Artuso met les points sur les i concernant le rôle de la Wehrmacht. Des groupes plus inquiétants opéraient dans le dos des gentlemen en uniforme. Depuis le premier jour, les hommes de l'Abwehr, le contre-espionnage militaire, les colonels Reile et Beck opéraient avec les commandos du « Stosstrupp Lützelburg », mettaient les scellés sur les archives gouvernementales, procédaient aux perquisitions et aux arrestations de prétendus ennemis. En juin, c'est le professeur Schmithüsen de la « Volksdeutsche Mittelstelle » qui s'installe et met en place la « Volksdeutsche Bewegung » (VdB). Il fallait être aveugle pour ne pas voir ce qui se préparait.

Cette bonne entente germano-luxembourgeoise ne devient compréhensible que si on la replace dans la continuité de la politique poursuivie depuis 1933. Albert Wehrer était l'homme de confiance de Bech, son représentant à Berlin. Emile Reuter, le président de la Chambre, était le père spirituel de Dupong. Laissés à eux-mêmes, ils poursuivent la même politique après l'invasion qu'avant, politique du moindre mal, esprit munichois ou politique d'*appeasement*. D'ailleurs Dupong, Bech, Bodson et Krier se gardent bien de désavouer leurs compères. En septembre 1940, ils n'installeront pas le siège de leur gouvernement à Londres mais au Québec et ils attendront jusqu'en septembre 1942 pour se déclarer en état de guerre avec l'Allemagne



La situation se clarifie avec l'avènement d'un régime autoritaire en France et la signature du cessez-le-feu, le 22 juin 1940. Le SD parle dès le 25 juin des projets d'instaurer un régime de parti unique au Luxembourg avec le remplacement de la Grande-Duchesse par son fils et de Dupong par Reuter. Ces indications ne sont confirmées par aucune autre source, mais Artuso les estime crédibles à cause du contexte international et du précédent de 1919. Reuter, un Pétain luxembourgeois ? L'idée semble sacrilège, mais il ne semble pas impossible qu'en toute bonne foi l'ancien Premier ministre ait voulu payer de sa personne pour sauver la patrie. Comme il l'avait fait en janvier 1919 en sacrifiant la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde.

La première question concerne le 10 mai 1940, date fatidique de la mémoire collective, journée de dupes selon Artuso. « Dès les premiers jours de l'occupation, le Luxembourg eut à sa tête deux gouvernements. »

Le 1^{er} juillet, Reuter envoie un télégramme à Lisbonne, où s'est réfugié le gouvernement Dupong et, sans attendre la réponse, il s'adresse le 19 juillet au gouvernement allemand pour qu'il autorise l'envoi d'une délégation, ajoutant que la Grande-Duchesse est partie contre sa volonté, ce qui implique que son retour entraînerait logiquement la démission du gouvernement. Le *Luxemburger Wort*, qui est encore à peu près libre de s'exprimer, salue cette initiative et n'hésite pas à renouveler ses propositions de 1933 d'un Etat autoritaire et corporatiste. Les documents cités par Artuso prouvent que la Cour grand-ducale et le gouvernement ont envisagé un retour de la Grande-Duchesse, à condition de recevoir des garanties de la part des Allemands. « La nécessité d'arrêter un choix compliqué leur fut arrachée des mains par les Allemands ».

C'est Hitler qui mit fin à cette offre de collaboration. Le 21 juillet, il décida de nommer Gustav Simon comme « Chef der Zivilverwaltung » à Luxembourg. Cette décision était la suite directe du refus anglais de négociations de paix, intervenue le 19 juillet. Le Gauleiter fit sa première apparition publique le 6 août 1940. Le 7 août les ministres en exil renonçaient définitivement aux projets de retour.

Par une ultime démarche, les membres de la Commission administrative et les 41 membres présents de la Chambre avaient encore lancé le 1^{er} août une pétition à Hitler en vue du « maintien de l'autonomie de son existence étatique dans le cadre du nouvel ordre européen ». Le Gauleiter confisque la pétition. « La stratégie de l'administration civile allemande au Luxembourg n'était pas de trouver des interlocuteurs au sein de l'Etat luxembourgeois mais de supprimer cet Etat. »

Le 31 août, le professeur Kratzenberg lance un contre-manifeste appelé « Heim ins Reich » qui ne parle plus ni d'indépendance ni d'autonomie, mais demande l'annexion pure et simple au grand Reich. Il est signé par les représentants des Chambres professionnelles et des personnalités connues pour leur germanophilie. Les signataires ont, selon Artuso, cédé aux menaces « parfois vagues » de l'occupant, estimant « qu'en se soumettant ils pourraient rester à leurs postes. » Alex Werné, le président de la Chambre des employés privés, demanda conseil aux autorités restées en place, Reuter notamment. « À une exception près, personne n'ose même conseiller franchement le refus, de peur des représailles du Gauleiter. » Aloyse Meyer, le président de la Chambre de commerce, se fit remplacer par son secrétaire, Paul Weber, tout en déclarant dans un texte alternatif : « Die Unterzeichneten erklären hiermit, dass sie in der gegenwärtigen Lage Europas das Wohl ihrer engeren Heimat in ei-

nem engen wirtschaftlichen und kulturellen Zusammenhang mit dem grossdeutschen Reich sehen. »

Faut-il en conclure que la capitulation a été général ? Artuso n'en est pas loin : « Les élites luxembourgeoises étaient prêtes à collaborer à une union plus étroite avec l'Allemagne, que le rapport de force rendait inévitable. Elles souhaitaient toutefois être associées à ce processus d'intégration et estimaient que celui-ci devait être progressif. » « Le grand muet de l'époque fut le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois. » « Le Parti communiste garda lui aussi le silence, du moins dans un premier temps en raison du pacte de non-agression germano-soviétique. » « L'ARBED resta en octobre la seule institution du pays encore en place, à l'exception de l'Église, mais cette dernière n'était pas en position de transiger. »

Pourquoi l'Église n'aurait-elle pas été en mesure de transiger ? Emile Reuter n'aurait jamais agi sans avoir l'appui préalable de l'Église. Mgr Micara, le nonce apostolique, qui avait été mêlé directement aux démarches pour faire revenir la Grande-Duchesse et le clergé, a été parmi les premiers signataires de la pétition adressée à Hitler. Cette attitude correspondait à la politique du Vatican et à ses initiatives pour une paix de compromis, elle était dépassée par les événements dès la fin juillet. Les directives de la hiérarchie épiscopale concernant l'interdiction des prières et chants patriotiques de même que l'absence de directives concernant la persécution des juifs témoignent de la stratégie permanente de transiger pour sauver l'essentiel.

Quant au Parti socialiste, dont le journal avait été confisqué et dont les dirigeants étaient absents, son attitude était perçue comme étant de connivence avec les autorités françaises. Artuso ne mentionne pas que la seule chambre professionnelle à ne pas signer le manifeste « Heim ins Reich » était la Chambre du travail, dirigée par les syndicats et présidée par le typographe Barbel. Les communistes de leur côté ont clairement exprimé leur opinion critique en juillet 1940 dans une brochure « Der Zusammenbruch Frankreichs » qui a été conservée dans les Archives Centre Jean Kill et publiée in extenso en 1985². L'arrestation de ses dirigeants est d'ailleurs prévue dans un rapport de la Gestapo du 12 août. Artuso parle des communistes avec bienveillance, mais il connaît très mal leur action.

Le 5 septembre 1940, la législation antijuive est introduite au Luxembourg. Cette décision est prise par le Gauleiter avec un grand renfort de propagande. La Commission administrative intervient au niveau de l'application, lors de l'exclusion des élèves juifs et de l'identification des juifs polonais. Même si dans

Reuter, un Pétain luxembourgeois? L'idée semble sacrilège, mais il ne semble pas impossible qu'en toute bonne foi l'ancien Premier ministre ait voulu payer de sa personne pour sauver la patrie.

La résistance est un acte collectif, elle a besoin de la solidarité pour s'affirmer. Les premiers résistants se sont sentis seuls, abandonnés et trahis.

l'immédiat il n'était pas encore question d'élimination des juifs, le caractère discriminatoire des mesures était évident, revendiqué par les auteurs. Personne ne pouvait ignorer cela.

Parmi les fonctionnaires impliqués on ne perçoit aucune forme de résistance ni active ni passive, aucune objection, aucune tentative de faire traîner en longueur la procédure. La Commission administrative a transmis les ordres et légitimé la transgression des normes du droit luxembourgeois. Comment expliquer cette collaboration au moins tacite? Par les sentiments antijuifs des personnes impliquées ou tout simplement par la peur, par la lâcheté et par l'opportunisme?

Artuso pense que «l'expression des sentiments antisémites s'est banalisée pendant les années trente» et que «l'antisémitisme diffus avait endormi la vigilance de nombreux Luxembourgeois.» «C'est ce mélange d'indifférence et d'aveuglement, d'ignorance et d'incompréhension, d'antisémitisme classique et pour certains d'adhésion aux thèses raciales nationales-socialistes qui expliquent qu'à tous les moments et à tous les niveaux des Luxembourgeois participèrent aux persécutions allemandes contre les juifs» «L'Église prêcha plutôt au milieu d'un vaste désert [d'indifférence].»

Pour étayer sa thèse, Artuso cite abondamment les rapports des indicateurs du SD qui prouvent seulement que les nazis avaient cru que la population luxembourgeoise approuverait leur politique antisémite et qu'ils avaient compté tout particulièrement sur l'antijudaïsme catholique, mais qu'ils durent vite déchanter. L'avis des responsables juifs comme du président du Consistoire Nussbaum ou du grand rabbin Serebrenik ne laisse pas planer de doute sur l'attitude de la population. L'historien Paul Cerf est catégorique: «Les témoignages des Juifs qui ont survécu sont unanimes: le comportement de Luxembourgeois, à de rares exceptions près, fut irréprochable.³»

Pour comprendre le comportement de la Commission administrative, il faudrait prendre en compte l'ensemble de ses actes, notamment le rôle de la police lors de l'extradition des antifascistes italiens en août ou de l'arrestation des volontaires luxembourgeois de la Guerre d'Espagne, la gestion de l'armée luxembourgeoise, en particulier le recrutement de nouveaux soldats et les poursuites engagées contre les prétendus déserteurs ou encore les départs collectifs en rééducation des avocats et des professeurs.

La journée du 25 octobre 1940 mit fin à cette période de double pouvoir et de double jeu. Ce jour-là,

la Commission administrative siégeait à l'Hôtel des Terres Rouges dans une atmosphère de menaces et de panique, quand les chefs d'administration firent irruption dans le hall en exigeant le feu vert pour l'adhésion collective à la Volksdeutsche Bewegung: «Mir packen ons Leit net méi. Wat solle mer machen?» Une heure plus tard se fit annoncer une délégation de professeurs sous la conduite du ministre Margue qui venaient se renseigner sur l'attitude prise par la Commission. Louis Simmer sortit et annonça: «Mir sin zur Menung komm, dass den Drock elo so' staark ass ginn...» Les membres de la Commission administrative signèrent les premiers, les autres suivirent⁴.

Artuso reproche à tort cette dernière capitulation à Wehrer⁵ qui avait été destitué le jour avant. Il me paraît également difficile de parler d'un échec de la campagne «Heim ins Reich» et du Gauleiter⁶ du fait que celui-ci aurait été obligé d'employer la manière forte. Sur le fond, Artuso a pourtant raison. L'attitude des dirigeants politiques a été désolante. La Chambre des députés et la Commission administrative auraient dû démissionner au plus tard quand le Gauleiter a installé son «administration civile». En restant à leurs postes de mai à octobre 1940, Reuter et Wehrer n'ont rien sauvé et ils n'ont pas donné l'exemple de la résistance. Pouvait-on s'attendre à ce que l'instituteur refuse de s'exécuter quand il s'agissait de dresser les listes des écoliers juifs? À ce que le soldat quitte la caserne, quand il s'est avéré que la guerre était perdue et que l'ennemi avait occupé le pays? Ou que le policier fasse disparaître de sa propre initiative les rapports de police établis sur les antifascistes italiens, les réfugiés juifs ou les volontaires de la Guerre d'Espagne, quand la Commission administrative appelait à l'exécution loyale des ordres et cautionnait tout? La résistance est un acte collectif, elle a besoin de la solidarité pour s'affirmer. Les premiers résistants se sont sentis seuls, abandonnés et trahis.

Le 25 octobre 1940 s'est terminé un chapitre, celui de la collaboration directe, celui d'un pétainisme à la luxembourgeoise. Cet épisode a été largement occulté par l'historiographie officielle pendant 70 ans. Les faits relatés par Artuso ne sont pas entièrement nouveaux. Pierre Prüm, Emile Krieps, Henri Koch-Kent en ont parlé après la Libération et ils ont fait l'objet d'un débat qui a été au centre du fameux procès Gomand et du prétendu putsch de 1946, mais ils ont été effacés ensuite de la mémoire collective⁷. La tentative de collaboration de l'été 1940 a été réduite à un moment d'égarement et de confusion n'ayant pas laissé de traces et les auteurs critiques ont été accusés de jeter de la boue sur l'honneur de personnes respectables et par ailleurs victimes de l'arbitraire nazi.



Le Premier ministre Bech au «Salon de la lumière» (1937), loin des tourments des années à venir (© Photothèque de la Ville de Luxembourg)

Pour ce qui concerne la suite des événements, le livre d'Artuso bute sur un sérieux problème de sources. On ne peut pas ramasser tout ce qui a été dit et écrit en faisant flèche de tout bois. Artuso décerne des éloges à Funck, représentant du Luxembourg à Vichy. Il aurait fallu au moins esquisser la crédibilité d'une personnalité aussi discutable et la valeur des récits qu'il transmettait. Quant au gouvernement en exil, il était certainement le moins bien informé des gouvernements alliés, du moins jusqu'en 1942. Peut-on se fier aux déclarations d'anciens résistants ou prétendus résistants sur leurs propres faits d'armes, s'il n'y a pas de documents ou de faits précis à leur appui? Que valent les études statistiques sur la résistance ou la collaboration si elles portent sur des échantillons aussi peu représentatifs que les 2 000 personnes décorées de l'Ordre de la Résistance ou les personnes accusées à tort ou à raison de collaboration?

Le danger est grand de colporter des rumeurs depuis longtemps démenties. Trop friand de découvertes, Artuso ne prend pas le temps pour soumettre à la critique historique des faits aussi nouveaux que l'arrestation de 700 fonctionnaires en mars 1941 et «astreints aux travaux forcés dans le Reich». Le Livre de la Résistance a publié une liste de 59 Luxembourgeois réquisitionnés pour les chantiers de la «Reichsautobahn» entre le 26 mai et le 23 décembre 1941. Ou «les milliers de déserteurs armés disséminés dans le pays». Ou des dizaines? «La vaste opération répressive» de novembre 1941 par contre ne se réduisait pas à l'arrestation de 200 résistants et de «l'état-major» du LFK. La journée de huit heures a-t-elle été remplacée par celle de 12 heures en février 1943

et la ration de viande a-t-elle été réduite à un niveau cinq fois plus bas que celui d'avant-guerre? Un jeune fut-il tué à Grosbous lors d'affrontements avec les nazis, Paul Weber était-il un fonctionnaire au ministère de l'Agriculture, Pierre Cariers le rédacteur en chef du *Luxemburger Wort* et Louis Knaff un dirigeant du Parti communiste? Artuso y va parfois un peu vite dans ses déductions.

Artuso pense que la conquête nazie s'est faite à partir des villes vers les campagnes. Il se peut très bien que les premiers nazis provenaient du milieu ouvrier du Bassin minier. L'existence de chômage et d'éléments déclassés des classes moyennes ont pu fournir un milieu favorable pour l'implantation des groupes activistes du mouvement nazi. Étaient-ils vraiment représentatifs de leur milieu? Il aurait fallu suivre ce que sont devenus les militants syndicaux après leur intégration forcée dans la Deutsche Arbeiterfront. Le légitimisme du milieu paysan et son verrouillage par l'Église catholique a sans doute été un obstacle assez important pour convaincre les nazis de laisser les villageois choisir eux-mêmes leur «Ortsgruppenleiter» et permettre ainsi au curé de placer un homme de confiance. Là aussi, il faudrait suivre davantage le parcours de ces cas nullement exceptionnels. Pour les fonctionnaires non plus, les statistiques ne peuvent fournir la réponse, on peut participer à l'exécution d'une politique sans figurer sur les registres du parti, l'inverse étant vrai aussi. Benoît Majerus a écrit une œuvre pionnière sur les «Ortsgruppenleiter» de la VdB, où il met en lumière cette ambiguïté ou cette dialectique, sans laquelle on ne peut rien comprendre à ce qui s'est passé sous l'occupation.

Artuso aborde des terrains à peine explorés en enquêtant sur les Luxembourgeois de l'extérieur, dont le bilinguisme et l'éloignement de leur milieu d'origine favorise les dérives.



Albert Wehrer pris en photo en 1954 par Théo Mey. Wehrer était à ce moment-là représentant luxembourgeois auprès de la Haute Autorité de la CECA (© Photothèque de la Ville de Luxembourg)

Ces remarques nous ramènent à ce que nous avons dit sur la collaboration des élites. Après la fin de la tentative de collaboration, les ponts ne sont pas tous rompus. Il y a des intermédiaires et ce que j'avais appelé une collaboration par procuration⁸. Le meilleur exemple est celui du professeur Kratzenberg, mais le phénomène se retrouve à tous les niveaux. Le succès au moins apparent de son mouvement de collaboration conduit paradoxalement à une mise à l'écart des collaborateurs luxembourgeois. Artuso montre que la guerre totale et la pénurie de personnel politique et de main d'œuvre produisent un retour inattendu des hommes de la VdB. C'est eux qui donnent leur avis quand il s'agit d'envoyer des familles en déportation à l'Est ou de dispenser un jeune du service militaire sous prétexte qu'il est un élément indispensable à l'économie. Kratzenberg a le bras assez long pour faire libérer de Hinzert une partie de ses anciens collègues, comme les professeurs Frieden, Meyers ou Bollendorff.

Artuso puise dans l'ouvrage désormais classique de Paul Dostert sans tomber dans le piège de la personnalisation des enjeux autour de la personnalité toute-puissante du Gauleiter. Dans la polycratie nazie, il distingue très nettement trois pôles, la bureaucratie du parti et de l'État incarnés par le Gauleiter, le pouvoir du SD et des SS, enfin un pôle lié aux anciennes élites et incarné par Hengst et Bernhuber, c'est-à-dire le ministère de l'Intérieur et de l'Économie. Ce qu'Artuso a découvert sur l'itinéraire de trois

ingénieurs de l'ARBED, dont le fameux Guillaume Thewes, est éclairant aussi bien quant à leur collaboration initiale que pour leur ralliement progressif à la résistance.

Artuso aborde des terrains à peine explorés en enquêtant sur les Luxembourgeois de l'extérieur, dont le bilinguisme et l'éloignement de leur milieu d'origine favorise les dérives. Cela vaut aussi pour les étudiants et les artistes luxembourgeois disséminés à travers le Grand Reich ainsi que pour les soldats et les policiers engagés sur les différents fronts. Artuso consacre un chapitre aux criminels de guerre luxembourgeois recrutés dans les unités de choc de la collaboration : les « politische Leiterstaffel », la « Hilfpolizei », le « Werk-schutz » et les « Allgemeine SS » ainsi qu'au légendaire roi du marché noir, Dante Vanucchi.

Artuso n'a malheureusement pas pu consulter les 2 000 dossiers personnels de prisonniers de guerre luxembourgeois qui dorment dans des archives à Moscou et que le gouvernement luxembourgeois n'a pas voulu rapatrier, sans doute pour ne pas attiser la curiosité malsaine des historiens ou ternir l'image du Luxembourg à l'étranger. Artuso a été la victime collatérale du « Bommeleerprozess ». Il est désormais interdit de faire des photocopies dans les dossiers de la police des étrangers ou de l'épuration et de citer des noms, ce qui facilite les erreurs et rend plus difficile les recoupements. Cela prouve que ce passé n'est pas encore dépassé. ♦

1 Vincent Artuso, *La collaboration au Grand-Duché de Luxembourg durant la Seconde Guerre Mondiale, adaptation, accommodation, assimilation*, thèse de doctorat soutenue en mars 2011 avec la mention suprême. Vincent Artuso a publié en 2005-2006 un mémoire de maîtrise sur le même sujet.

2 Janine Frisch, « Für die nationale und soziale Befreiung », in: *Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs*, 1981; Wehenkel Henri: *Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg, 1933-1944*, 1985.

3 Paul Cerf, *L'étoile juive au Luxembourg*, p. 161.

4 ANL, Epuration administrative, C64, dossier Joseph Carmes, Mémoire non daté des anciens membres de la Commission Administrative.

5 « Le 25 octobre 1940, Albert Wehrer incita même les fonctionnaires à rejoindre la VdB. »

6 « La campagne d'opinion « Heim ins Reich » de la fin du mois de septembre à la fin du mois d'octobre 1940, fut avant tout organisée pour les convaincre de sauter le pas. Ce fut un échec. »

7 Koch-Kent fut le premier en 1973 à publier les documents controversés de 1940 dans *Luxemburg im SD-Spiegel*.

8 Henri Wehenkel, « La collaboration impossible », in: *forum* 257, juin 2006.